



Comment fait-on frontière en Europe ? Évolution d'un dispositif frontalier et enjeux pour les exilés. Le cas de Lesbos

Marine Dori

► To cite this version:

Marine Dori. Comment fait-on frontière en Europe ? Évolution d'un dispositif frontalier et enjeux pour les exilés. Le cas de Lesbos. Anatoli, 2018, 9, pp.109-125. <10.4000/anatoli.696>. <hal-03911987>

HAL Id: hal-03911987

<https://hal.science/hal-03911987v1>

Submitted on 23 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Comment fait-on frontière en Europe ? Évolution d'un dispositif frontalier et enjeux pour les exilés. Le cas de Lesbos

.....
Marine Dori

À l'image de Lampedusa en Italie, la situation de l'île grecque de Lesbos cristallise d'importants enjeux frontaliers européens. En 2015, la Grèce est l'un des premiers pays d'entrée pour qui désirerait demander l'asile en Europe. Les requérants viennent alors principalement de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, et par la suite et dans une moindre mesure, du Pakistan, d'Afrique subsaharienne et du Maghreb. Sur cette île de la mer Égée, on observe une transformation des frontières sous l'impulsion d'initiatives européennes et locales en réaction à une situation d'exception et dans une perspective gestionnaire. Il se produit alors un effet de fermeture et de durcissement des frontières croissant, donnant lieu à un phénomène de « frontiérisation » (Cuttitta, 2012) ou encore, comme les recherches antérieures sur Lesbos l'ont décrit, à un effet de « blindage » (Pillant et Tassin, 2015). Lesbos est une île de la mer Égée située à 10 km des côtes turques dont l'histoire a été marquée par d'autres phénomènes migratoires importants. Après la Première Guerre mondiale et à la suite de la signature du traité de Lausanne en 1927, plusieurs centaines de milliers de Grecs anatoliens ont migré vers la Grèce et notamment sur Lesbos. Plus tard, dans les années 1990, ce sont les migrations des travailleurs albanais (Pierre Sintès, 2003) et à partir de 2012, à la suite des printemps arabes, la Grèce et les îles de la mer Égée¹ en particulier deviennent un point de passage² pour les personnes en quête de l'asile en Europe. Avec l'intensification des conflits en Syrie, en janvier 2015, on comptait plus de 700 personnes arrivées par jour en mer Égée, puis en mai 2015, le nombre d'arrivées sur les plages s'est inten-

.....
1. La construction d'un mur de barbelé le long de la frontière terrestre en la Grèce et la Turquie en 2004 a contribué à orienter les migrations vers les îles de la mer Égée.

2. Jusqu'en 2004, la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce dans la localité de Nea Vyssa était un point de passage privilégié. En 2004 la Grèce a construit un mur de barbelé pour la fermer.

sifié, comptant en moyenne 7 200 arrivées par jour (chiffres du HCR). Au total, environ 850 000 personnes sont passées par la Grèce en 2015. C'est au mois de septembre que le phénomène fut médiatisé avec la multiplication des images et des discours politiques qui ont contribué à faire de Lesbos une scène emblématique de la question des réfugiés en Europe. Cette visibilité accrue a participé d'une mise « en intrigue » des questions migratoires ou encore d'un « spectacle de la frontière » (Cuttitta, 2012). À la fois démonstration de la « crise des réfugiés », elle est également le lieu de mise en scène de la force d'action de l'Union européenne, incarnant le lieu d'une mise en intrigue des enjeux migratoires et un laboratoire des politiques européennes en matière de migrations. Une transformation de l'île s'est opérée dans ce contexte de « crise » et d'exception, s'inscrivant en réponse à des enjeux à la fois humanitaires et sécuritaires, humains et symboliques, par un ensemble de mesures ayant abouti à la « frontiérisation » de Lesbos (Cuttitta, 2015). Dans le cas de Lesbos, urgence et exception semblent s'être alimentées ; une fois la première passée, l'exception est devenue durable.

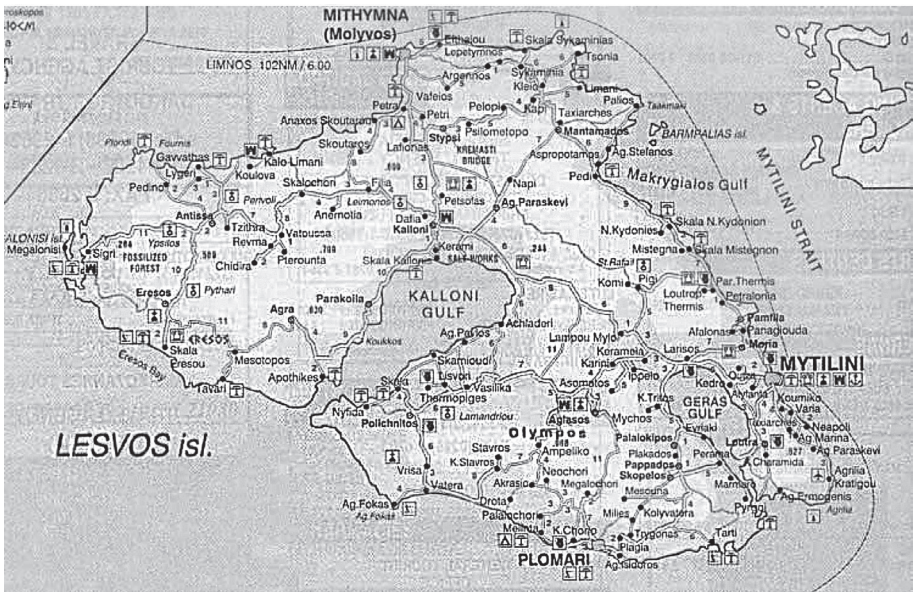
En 2015, les candidats à l'asile séjournent sur Lesbos en moyenne trois jours avant de prendre le ferry vers le continent grec et poursuivre leur route. Progressivement, la durée de séjour s'est allongée à mesure que les procédures administratives d'enregistrement et de demande d'asile se sont complexifiées, atteignant pour certaines personnes plus d'une année. De lieu de transit, Lesbos est devenue un lieu de rétention et d'attente où les personnes se trouvent « bloquées », retenues à la frontière.

Un quotidien de l'exil se développe au cœur d'un dispositif caractérisé par des formes de stigmatisation, d'exclusion et d'enfermement et qui maintiennent le plus souvent les personnes dans des conditions de vie matérielles et politiques précaires. En contrepoint de cette assignation, les personnes retenues à la frontière déploient au quotidien des stratégies pour vivre et exister socialement. Dans les lieux de sociabilité tels que les cafés, au sein des interactions sociales, mais aussi par l'exercice de métiers, l'implication dans des associations ; les personnes rencontrées semblent aménager des marges et une existence sociale en dépit de l'assignation à la seule condition de réfugié.

Cet article est tiré d'une enquête de terrain³ réalisée à Lesbos au mois de juillet 2016, et de mars à juin 2017. Les entretiens semi-directifs, principalement avec de jeunes hommes réfugiés originaires d'Afghanistan, de Syrie, du Sénégal et d'Irak, des travailleurs humanitaires et des employés de

3. « Comment fait-on frontière sur Lesbos ? » *Évolutions du dispositif frontalier sur l'île de Lesbos entre 2015 et 2017 et enjeux dans l'accueil des exilés.*

Frontex ont permis d'interroger les conditions de réception et d'accueil, mais aussi les perceptions et relations à la frontière. Les observations ethnographiques dans les centres sociaux autogérés, aux abords du camp de Moria et dans les lieux de sociabilité tels que les cafés et les places publiques ont fait l'objet d'un traitement inspiré des approches ethnométhodologiques accordant un intérêt particulier aux relations interpersonnelles dans l'espace public et dans les espaces de confinement. À ces données s'ajoute une étude de corpus, principalement des directives européennes, des statistiques fournies par le HCR et la municipalité.



Carte de Lesbos : au nord se trouve Molyvos où arrivaient la plupart des réfugiés avant la signature de l'Accord UE-Turquie ; Eftthalou et Skala Sikamineas où s'organisait l'accueil par les habitants et associations ; Apanemo et Matamados. Au nord-est, Mytilène la Capitale et le village de Moria (le camp de Moria se trouve à 10 km de Mytilène. Environ 14 miles (23 km) séparent la côte nord-est de Lesbos (Palios) et le port d'Avaylik sur la côte Turque.

1. Un contexte de fermeture et de production du « spectacle de la frontière »

Durant l'été 2015, les pays de la « route des Balkans » ferment leurs frontières. La Macédoine, la Croatie, la Hongrie, la Serbie et l'Autriche rétablissent les contrôles à leurs frontières et le 29 août, la Hongrie achève la construction d'un mur de barbelés à sa frontière avec la Croatie. Officiellement présenté comme un « mur anti-migrant⁴ », il constitue une mise en scène spectaculaire du pouvoir souverain (Brown, 2009) en réponse à la question migratoire. Le 13 septembre 2015, les contrôles aux frontières entre l'Allemagne, l'Autriche et la République tchèque sont rétablis. L'Allemagne étend ensuite cette décision à sa frontière avec la France et une nouvelle crise est annoncée, celle de l'Europe. Les murs de barbelés s'érigent en Macédoine en novembre et viennent cintrer la frontière avec la Grèce.

C'est dans ce contexte que Lesbos acquiert une grande visibilité en septembre 2015 avec l'arrivée en grand nombre d'exilés sur les plages de la mer Égée. Au cœur des enjeux migratoires transfrontaliers, elle devient le lieu de la mise en scène des politiques migratoires pour « endiguer le flux de réfugiés ». Les termes de *flux*, *vague* et les métaphores liées à l'invasion et à l'inondation sont de nombreuses fois mobilisés pour qualifier le déplacement forcé de milliers de personnes. Les clichés pris sur Lesbos alimentent à l'échelle mondiale une vision chaotique de l'arrivée des réfugiés constitués en *masse sans visages* excluant toute représentation personnalisée et individuelle des personnes qui migrent : tantôt misérabiliste ou sécuritaire, les deux registres participent de la mise en scène de la frontière menacée et de la justification d'un contrôle exceptionnel. La fermeture des frontières a accentué la dimension *massive* du phénomène migratoire en produisant des effets de regroupement aux frontières⁵. Sur place, les habitants de l'île interrogés déplorent la production de ces images qui caricaturent une situation déjà difficile et « nuisent à l'image de l'île ». Les enjeux sont multiples et la frontière se révèle être triple : à la fois européenne (limite de l'espace Schengen), bilatérale (Grèce-Turquie) et internationale (les eaux internationales ; cette superposition des frontières permet une certaine flexibilité dans l'application des lois en fonction des cadres

4. http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/08/29/le-mur-anti-migrants-acheve-entre-la-hongrie-et-la-serbie_4740275_3214.html

5. Quand le 20 janvier 2016, un haut responsable de la Police macédonienne annonce la fermeture de la frontière avec la Grèce, près de 600 personnes se retrouvent bloquées à la frontière du côté grec et les images sont spectaculaires.

juridiques mobilisés. Elle permet également l'intervention d'une pluralité d'acteurs. L'implication des gardes-côtes européens Frontex mais aussi des gardes-côtes turcs et du navire de l'OTAN patrouillant habituellement dans les eaux territoriales contribuent au caractère pluriel des acteurs à la frontière et à l'évolution de la frontière elle-même qui se dilate et s'étend et étend son pouvoir de contrôle au-delà du territoire grec⁶.

2. Des mesures d'exception : réaction de la Commission européenne

En réponse à cette situation exceptionnelle et spectaculaire, la Commission européenne inscrit dans l'Agenda européen pour les migrations « l'approche hotspot⁷ » afin « d'apporter une assistance immédiate aux États membres exposés, en première ligne, à des pressions migratoires disproportionnées aux frontières extérieures de l'UE ». Cette assistance se manifeste par le déploiement et l'intervention d'agences européennes liées à la gestion des frontières, l'attribution de budgets permettant de financer notamment l'équipement du camp de Moria, un ancien centre de détention pour étrangers en attente d'être expulsés, qui devient en octobre 2015 le premier « hotspot » grec où se concentrent l'enregistrement, l'identification, la prise d'empreintes digitales et le recueil de témoignages des demandeurs d'asile, ainsi que les opérations de retour. Ces opérations impliquent la participation d'agents Frontex en mer et sur terre, des agents EASO (European Asylum Support Office), de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations des Nations unies), de l'Agence européenne de coopération de police (Europol) et de l'Agence européenne de coopération judiciaire (Eurojust) venus assister les autorités grecques.

D'abord présenté comme un instrument nécessaire à un système de relocalisation, le refus des États membres d'accueillir les quotas prévus par la Commission européenne a contribué à faire du dispositif « hotspot » un

6. Voir Chapitre I.4 « La transformation des frontières » dans *« Comment fait-on frontière sur Lesbos ? Évolutions du dispositif frontalier sur l'île de Lesbos entre 2015 et 2017 et enjeux dans l'accueil des exilés »*, 2017.

7. *L'approche Hotspot pour gérer des afflux migratoires exceptionnels*, https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/2_hotspots_fr.pdf

instrument de contrôle, de rétention et de renvoi des personnes. Le site de Moria devient un centre d'enregistrement et d'accueil des nouveaux arrivants où en moyenne 7 500 personnes résident en 2015 dans des conditions caractérisées par une grande précarité matérielle, une précarité également dans l'accès aux droits et un lieu de violence. Le camp de Moria fait office de lieu d'hébergement et d'attente, il permet de différer les arrivées sur le continent européen et d'organiser les renvois vers la Turquie après la signature de l'Accord UE-Turquie du 18 mars 2016. D'abord présenté comme une mesure d'urgence, le camp de Moria s'inscrit dans la durée et est placé au cœur du dispositif de contrôle. Dans les discours des employés d'ONG rencontrés sur place, on retrouve souvent l'idée que les circonstances ne laissaient d'autres choix que le recours à l'encampement, « What could we do else? », que face au nombre important de personnes exilées dans les rues de Mytilène en 2015, le camp s'imposait comme unique solution. C'est aussi cet argument que reprend Marios Andriotis, porte-parole de la municipalité de Mytilène, qui répète à plusieurs reprises lors de notre entretien : « regarding to the situation » pour justifier la création des camps de Moria (hotspot) et de Kera Tepe. Kera Tepe est un camp géré par la municipalité qui héberge près de 2 500 personnes, en majorité des familles. Le porte-parole de la municipalité emploie le terme « site » et non « camp » pour qualifier ce dernier. Pour Jérôme Valluy, la réelle nouveauté de ces lieux d'enfermement et de relégation repose sur leur banalisation. Si les camps ont toujours existé, ils tendent désormais à s'institutionnaliser et le recours à l'encampement se normaliser. Le camp de Moria devient progressivement une étape incontournable pour les exilés arrivés sur Lesbos.

3. La frontiérisation de Lesbos : un recours systématique à l'encampement

En 2015, la première réponse à l'arrivée des personnes exilées sur les plages de Lesbos et en particulier sur la côte nord (Molyvos), est celle des populations locales qui improvisent avec les moyens dont elles disposent. Les locaux s'organisent sur les plages pour accueillir les nouveaux arrivants, distribuer de l'eau et de la nourriture, aider les personnes à se déplacer vers Mytilène. Un employé de Médecins sans Frontières, venu d'abord en « vacances » sur Lesbos avant d'être employé par l'ONG, décrit l'évolution de l'accueil tel qu'il l'a perçu depuis 2016 :

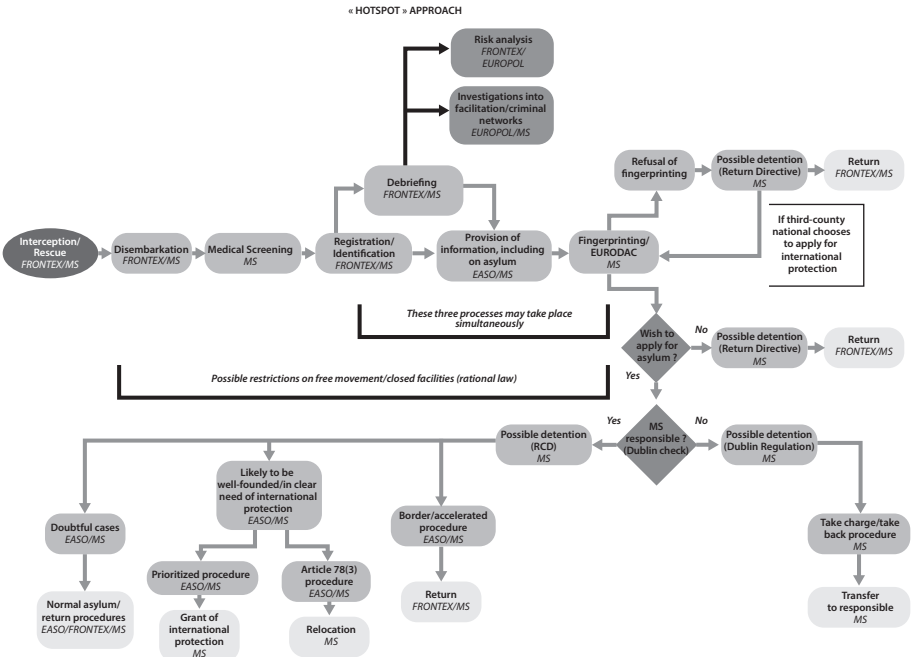
“So first, people were coming to Mytilini, the registration was happening by the port police, basically at the port, small kiosks with two people working I think, two or three people working inside, to take the data of the people and register them, and then take one day or two days to print the paper back to them. The distribution of the paper was happening in Kara Tepe, and then the people would take the papers, which means that they are free to buy a ticket for the ferry and continue their journey to... Northern Europe let's say⁸.”

Il précise que, ni la prise d'empreintes digitales ni de photos n'étaient utilisées à cette période. Elles ont progressivement été introduites, notamment à la suite de l'ultimatum lancé par l'Union européenne à la Grèce fin janvier 2016⁹. Le contrôle s'appuyait alors sur des « lieux hybrides » (Laurence Pillant, 2015), des lieux qui remplissaient des fonctions de contrôle et d'accueil auxquelles ils n'étaient pas destinés. Les bus, les bâtiments désaffectés, le port de Mytilène étaient investis pour héberger les exilés et mettre en place un système d'enregistrement. En février 2016, un terrain de football situé dans le centre-ville de Mytilène fut réquisitionné par les agents d'EASO et les autorités grecques pour l'enregistrement de plusieurs milliers de personnes dans un délai de vingt-quatre heures et ce, dans le cadre de la mise en place de l'approche hotspot. La prise d'empreintes est progressivement devenue systématique et le passage par Moria obligatoire. Le camp de Moria s'est alors inscrit de manière centrale dans l'accueil et a pris de l'ampleur : avec une capacité prévue de 1 500 places, il a accueilli jusqu'à 7 500 personnes pour l'enregistrement et l'hébergement des nouveaux arrivants. D'abord pensées dans un contexte de transit et d'exception, les infrastructures du camp étaient sommaires, les personnes étaient abritées sous des tentes, et ce jusqu'à l'hiver 2016 qui fut particulièrement rude et fit des victimes. Par la suite, le camp s'est équipé progressivement de containers et de tentes plus solides et le temporaire est devenu durable.

8. «Alors les personnes arrivaient sur Lesbos, l'enregistrement était fait par la police du port, en gros sur le port. De petits kiosques avec deux ou trois personnes qui travaillent à l'intérieur à relever l'identité des personnes et à les enregistrer, ensuite cela prenait un ou deux jours pour imprimer et leur donner un document. La distribution de ces documents se faisait à Kara Tepe, alors les personnes prenaient leur document qui signifiait qu'elles pouvaient acheter un ticket de ferry et continuer leur voyage, vers l'Europe de l'Ouest par exemple.»

9. L'ultimatum que lance l'Union Européenne à la Grèce fin janvier 2016 est le produit d'un rapport fait suite à une visite inopinée d'agents Frontex dans le cadre d'une «évaluation Schengen» sur les îles de Samos et Chios les 10 et 13 novembre 2015. Ce rapport révèle de «graves déficiences» et de «graves lacunes dans la façon dont la Grèce gère les frontières extérieures», et a entraîné une accélération du processus de frontiérisation.

Le camp de Moria est situé à 1,5 km du petit village de Moria, et à une dizaine de kilomètres de Mytilène, il est géré par l'armée et la police grecques sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur. Au lendemain de la signature de l'Accord de réadmission avec la Turquie (18 mars 2016), les autorités tentent d'en faire un camp fermé, privant les personnes d'aller et venir librement. Il fallait alors obtenir une autorisation pour en sortir, à l'issue des premières procédures d'enregistrement. Les mobilisations à l'intérieur du camp, notamment des manifestations et incendies, ont entraîné sa réouverture. En 2017, en moyenne 4 500 personnes vivaient dans le camp de Moria, dont certaines depuis plus d'une année. À la fois lieu d'hébergement et d'enfermement, le camp centralise toutes les institutions liées aux procédures légales d'enregistrement, de demande d'asile et de *retour volontaire*. Il est une étape incontournable et un élément clé dans les procédures administratives pour qui arrive sur Lesbos dans l'espoir de demander l'asile en Europe.



L'approche hotspot telle que présentée par la Commission européenne. Elle montre la distribution des fonctions entre les institutions locales, nationales et les institutions européennes. Ce schéma illustre la complexité d'un dispositif d'enregistrement, de prise d'empreintes et de tri des nouveaux arrivants entre ceux qui demandent l'asile, ceux qui entrent dans la procédure Dublin et ceux qui seront renvoyés vers un pays tiers.

Jusqu'à la signature de l'Accord avec la Turquie, le 18 mars 2016¹⁰, des sites en forme de camp construits par des ONG ont servi de lieux de premier accueil, en particulier sur la côte nord où arrivaient le plus grand nombre de personnes. Le camp de Skala Sikamineas, à quelques kilomètres de la plage de Sikamineas, le site d'Apanemo situé entre Skala Sikamineas et Eftalou, le site de Matamados situé sur la route entre Skala Sikamineas et Mytilène fonctionnaient principalement grâce à l'action de bénévoles et d'ONG humanitaires. Avec l'implication de la Turquie dans le contrôle de la frontière, les franchissements des eaux territoriales grecques pour atteindre les côtes ont drastiquement chuté. Ces sites ont alors été condamnés ou utilisés en de très rares occasions. Les embarcations qui réussissent à franchir la frontière maritime sont interceptées en mer par les gardes-côtes grecs et Frontex et leurs passagers directement débarqués à Mytilène et conduits à Moria. Lesli, employée d'une grande ONG américaine travaillant sous l'autorité d'Eurorelief, déplore la fermeture de ces lieux où les nouveaux arrivants recevaient un accueil plus digne que celui de Moria : des bénévoles distribuaient des repas chauds, des vêtements secs, donnaient les premiers soins de manière bénévole et spontanée. Selon elle, c'est « l'aspect humain de l'accueil qui a disparu avec la fermeture de ces lieux » et l'exclusion des associations dans le premier accueil sur les plages. De façon générale, les petites ONG et les habitants bénévoles de l'île semblent avoir été écartés du premier accueil. Sur le port de Skala Sikamineas, les secouristes des ONG Light House et Refugee Rescue rencontrés se sentent mis à l'écart, « les gardes-côtes nous font sentir que notre place n'est plus ici ». Leurs activités de sauvetage en mer sont soumises à des contrôles de plus en plus stricts. Si les bénévoles interviennent encore en quelques rares occasions, c'est sous le contrôle attentif des gardes-côtes. Melinda, gérante du restaurant Captain's Table, sur le port de Molyvos, fut également une actrice clé dans le premier accueil : en 2015 elle collectait vêtements, accueillait et servait des repas chauds aux nouveaux arrivants. À présent, elle collecte des fonds pour embellir et repeindre la « protected area » du camp de Moria, une aire fermée réservée aux femmes et aux enfants.

De façon directe ou indirecte, les acteurs de l'accueil et lieux encore fonctionnels ont été progressivement connectés au camp de Moria, devenu passage obligatoire pour tous les nouveaux arrivants. Cette recherche a montré que les relations établies entre ces différents lieux (Kera Tepe¹¹, Pikpa notam-

10. <https://www.gisti.org/spip.php?article5454>

11. Kera Tepe est un « site » géré par la municipalité, réservé aux familles, il accueille près de 2500 personnes en 2017.

ment) forment le maillage d'un dispositif flexible et évolutif qui compose avec, ou exclut certains acteurs.

L'arrivée à Moria : perception des exilés

"The first time we came by the sea, we were wet, thirsty and hungry. We arrived on the beach. The Red Cross, they moved us with a boat, from the beach to a Greek boat of police people. Then the Greek police, they moved us to the English Navy boat [UK Border Force], the English police searched us, because they were afraid that we could have bad things on us, like drugs with us or dangerous things. It's normal, I mean it's their job. They brought us to Mytilini harbor and then in the police bus (the dark blue bus), and we were wet and we didn't have anything to eat, we slept all night in the bus. We arrived from Turkey at 9:30 pm and we came here on Lesbos 12:30 pm. Then I guess we slept in the bus until 8 am and then they brought us to Moria¹²."

*Hope, un jeune homme de 22 ans originaire d'Afghanistan
Entretien le 7 avril 2017*

À leur arrivée à Lesbos, les personnes sont transférées en bus vers le « First registration center », au sein de Moria. Elles y sont interrogées par des agents Frontex et la police grecque pour déterminer leur nationalité ; leurs empreintes sont systématiquement relevées et renseignées dans le système Eurodac. Un jeune homme raconte cette première journée : à la suite de leur interception en mer, les passagers du bateau au bord duquel il se trouvait ont été débarqués sur le port de Moria puis transférés à bord du bus des gardes-côtes où ils ont attendu près de huit heures avant d'être transférés à Moria. Arrivé dans le camp, il se souvient qu'un agent EASO lui dit qu'il devait demander l'asile en Grèce ou il serait renvoyé en Turquie. Il a ensuite fait la rencontre d'agents de l'OIM présentant le système de *retour volontaire*. Par la suite, il a dû s'orienter seul dans le camp pour entamer les démarches

12. « Nous sommes arrivés par la mer, nous étions mouillés, assoiffés et affamés. Nous sommes arrivés sur la plage. La Croix Rouge nous a déplacés à bord d'un bateau depuis la plage vers un bateau des garde-côtes grecs. Ensuite les garde-côtes grecs nous ont déplacés sur un bateau de la Marine Anglaise (Frontex), la police anglaise nous a fouillés parce qu'ils craignaient que nous puissions avoir de mauvaises choses sur nous, comme de la drogue ou des objets dangereux. C'est normal, je veux dire, c'est leur travail. Ils nous ont transportés jusqu'au port de Mytilène puis dans le bus de la police grecque (un bus bleu sombre) ; nous étions mouillés, nous n'avions rien à manger, nous avons passé la nuit dans le bus. Nous sommes partis de Turquie vers 21 h 30 et nous sommes arrivés à Lesbos à minuit et demi. Je pense que nous avons dormi dans le bus jusqu'à 8 heures et ensuite nous avons été transportés à Moria. »

de demande d'asile auprès des services d'asile grecs et de EASO. Selon lui, un mois au minimum est nécessaire pour se repérer dans le camp de Moria et comprendre le système en place.

Pour déposer une demande d'asile, le nouvel arrivant doit donc s'orienter seul dans le camp de Moria pour y trouver les locaux d'EASO (European Asylum Support office) qui travaille en collaboration avec la police grecque pour l'enregistrement des demandes d'asile. La procédure se décline en deux principales étapes successives : la première appelée « l'admissibilité » est un entretien de plusieurs heures (entre 4 et 7 heures) qui doit déterminer si la Turquie constitue un *pays sûr*, notion basée sur celle de pays tiers sûr, et si la personne peut être considérée comme potentielle « réfugiée » ou « migrant économique ». Cette première étape peut prendre plusieurs mois, et dans le cas où la personne a été admise à cette première étape, elle est ensuite reçue à l'entretien suivant dit de « l'éligibilité » durant lequel elle dépose une demande d'asile en Grèce. L'issue est inconnue, l'attente inévitable. En mars 2017, soit un an après la signature de l'accord UE-Turquie, 851 personnes ont été renvoyées en Turquie à l'issue de ces entretiens. Un système de tri distinguant les « réfugiés » des « migrants économiques » est alors matériellement réalisable. Le hotspot permet de distinguer et identifier celles et ceux « ayant manifestement besoin d'une protection internationale¹³ » des autres. Cette distinction se matérialise dans l'accès au droit d'asile, mais aussi dans les pratiques mêmes des gardes-côtes et des agents Frontex. En avril 2017, un agent Frontex raconte qu'une nuit, l'équipage d'un navire Frontex auquel il appartient a intercepté une embarcation dans les eaux territoriales grecques et transféré les passagers sur un bateau des gardes-côtes turcs qui est ensuite retourné en direction de la Turquie. Pour justifier ce cas évident de refoulement à la frontière il déclare qu'il « s'agissait de mauvais migrants », « c'était des Africains, pas des réfugiés ». Les témoignages recueillis illustrent toute l'ambivalence de ces « sauvetages » en mer qui prennent l'allure d'arrestations. Certains témoignent d'interceptions violentes en mer, décrivant des hommes cagoulés vêtus d'uniformes sombres sur lesquels seul un drapeau grec sur l'épaule permet de les identifier, hurlant sur les passagers « Pourquoi êtes-vous venus là ? Pourquoi venez-vous détruire l'Europe » avant de les fouiller et de les débarquer sur le port de Mytilène. Certains exilés disent avoir été surpris à leur arrivée et se sentir traités en criminels.

13. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/background-information/docs/2_hotspots_fr.pdf

Le camp de Moria est perçu et décrit par beaucoup comme une prison. Jusqu'à l'été 2017, les personnes qui vivent à Moria accèdent à leur campement grâce à un bracelet en plastique de couleur vive sur lequel figure un numéro. La couleur indique la nationalité de la personne et l'autorise à pénétrer dans le campement réservé à cette dernière ; le numéro est son identifiant¹⁴. La distribution de repas organise d'interminables files d'attente qui font l'objet de tensions et de violences. Les habitants du camp l'appellent la « *fight line* », en référence à « *food line* ». Ces files d'attente, parfois violentes, sont vécues comme une humiliation par beaucoup et la qualité de l'alimentation déplorée. L'insalubrité des sanitaires, la violence des rapports avec la police et de manière générale un quotidien caractérisé par une absence de droits, des conditions de vie précaires et le manque d'informations font de Moria un lieu oscillant entre dispositif d'accueil et centre de détention. Si ce dispositif de contrôle et d'accueil garantit, *a minima*, la survie physique des personnes (abris, nourriture, soins¹⁵), la survie sociale et morale, elle, est mise à mal par le sentiment d'enfermement, l'incertitude, le sentiment de transition permanente, les conditions matérielles précaires, l'interdiction de travailler. Pèse également sur elles le risque de se voir enfermer dans la « section B », un espace carcéral où sont enfermées les personnes sur le point d'être expulsées et celles ayant commis des délits.

La *frontiérisation* de Lesbos a eu pour conséquence d'allonger la durée de séjour des personnes exilées sur Lesbos de plusieurs mois. Une attente qui est, de surcroît, indéterminée. Les jeunes hommes rencontrés¹⁶ sur place en 2017 sont « bloqués¹⁷ » sur l'île depuis neuf mois à un an et demi pour certains, ils ne savent, pour aucun d'entre eux, quand cette attente prendra fin. L'attente produit alors un sentiment de transition permanente pour beaucoup, qui ne se sentent pas tout à fait arrivés. C'est le cas de Eissa, un jeune homme bloqué sur l'île depuis près d'une année qui dit, lors de notre entretien, qu'il projette d'écrire un livre « quand tout ça sera terminé » et dont le titre est 34, en référence au numéro 33 de sa tente quand il est arrivé à Moria en avril 2016. Le caractère indéterminé de l'attente rend les conditions de vie plus difficiles pour Malik, jeune homme sénégalais : « si l'on savait

.....
14. Ces bracelets ont été ensuite remplacés par des badges portant une photo.

15. Des personnes y meurent régulièrement de froid (hiver 2016) et de maladie.

16. Les jeunes hommes, plus visibles dans l'espace public, ont constitué la majorité des entretiens de cette enquête.

17. Les personnes interrogées emploient le terme « stucked », « We are stucked on the Island since 1 year ».

quand ça se terminerait, je pourrais supporter tout ça, ce ne serait pas grave, mais là on ne sait pas combien de temps on va rester ici. C'est très dur. Ici, c'est une jungle ». Il est là depuis huit mois et désespère de quitter l'île un jour. S'ajoute l'incertitude de l'issue, car les possibilités sont multiples et la décision appartient aux instances européennes et grecques avec qui les personnes ont peu de contact direct. Être *réadmis* en Turquie est très probable pour beaucoup, être renvoyé dans le pays d'origine, obtenir l'asile en Grèce, bénéficier du programme de relocalisation, ce sont autant de possibilités qui marquent la fin des procédures sur Lesbos.

La vie quotidienne à la frontière : une nécessaire gestion de l'attente

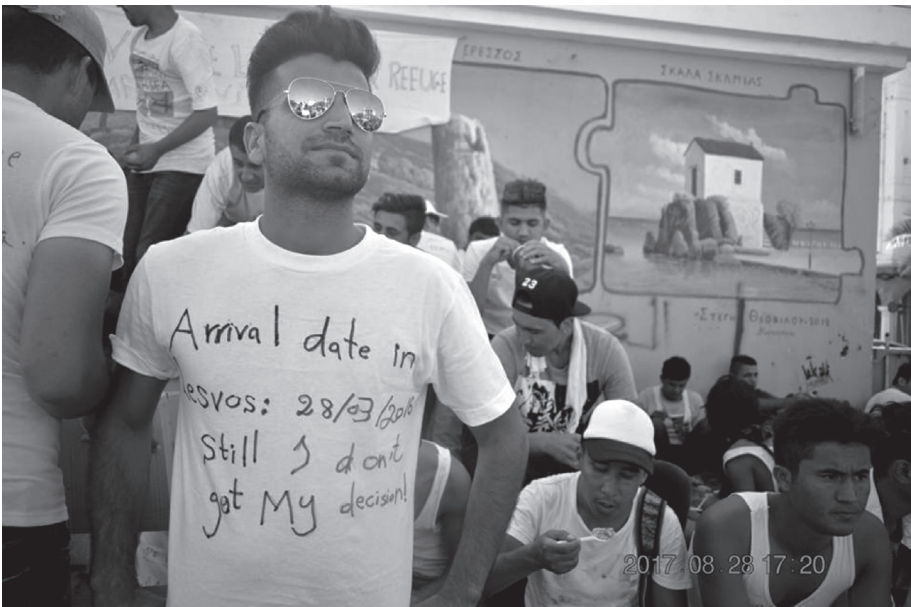


Photo prise par Arash Hampay, exilé politique Iranien bloqué sur Lesbos sur Safos Square, la place centrale de Mytilène à l'occasion d'une manifestation. On y voit un homme portant un T-shirt portant l'inscription : Date d'arrivée à Lesbos : 28 mars 2016, Je n'ai toujours pas reçu de décision ». Cette photo a été prise le 28 août 2017.

Portant davantage sur la structure du dispositif en place sur Lesbos, du spectacle de la frontière et de la « gestion » et du contrôle des déplacements, les recherches actuelles portent moins sur les personnes réfugiées elles-mêmes et leur quotidien à la frontière. Pourtant leur présence participe de l'identité de la frontière et leur quotidien de sa réalité. À la frontière, il existe des

enjeux sociaux et relationnels d'existence et de résistance sociale. Garfinkel et Goffman ont démontré que « les activités de sens commun sont d'un intérêt primordial pour les investigations sociologiques », qu'elles constituent un thème de recherche en soi (Garfinkel, 1967, Goffman, 1959). Sur Lesbos, ces activités incarnent des actes de résistance quotidienne pour exister au sein d'un dispositif coercitif. Exister socialement dans des conditions de relégation extrêmes, échapper à la condition de « sujet flottant » pour se réapproprier une (des) identité(s), se former à et exercer un métier à la frontière, ou tout simplement se constituer un réseau amical et mener une existence qui semble, aux premiers abords, banale, participent de la constitution de stratégies conscientes ou inconscientes pour exister à la frontière. Pour les exilés de Lesbos, il faut vivre à la frontière pendant plusieurs mois avec un accès aux droits restreint, voire inexistant. Sofian, un jeune homme algérien raconte « Si je me fais agresser, je ne peux pas porter plainte, si l'on me vole, je ne peux pas porter plainte. Il n'y a aucune justice ici pour moi ». Fréquemment arrêtées par la police dans les rues de Mytilène, parfois de manière humiliante, les personnes sont retenues vingt-quatre heures puis relâchées avec la possibilité d'être arrêtées à nouveau la nuit suivante. Les exilés dans l'attente n'ont pas le droit de travailler de manière salariée. Les restrictions autour du droit au travail se durcissent elles aussi progressivement. En 2015, certains pouvaient être embauchés par des ONG, mais deux ans plus tard la situation a changé. En avril 2017, Hope, un jeune homme afghan qui avait la possibilité d'obtenir un emploi avec l'ONG Save The Children a dû renoncer à cette opportunité, faute de pouvoir obtenir le « amka » ou « tax number », des documents délivrés par la municipalité qui permettent d'ouvrir un compte en banque. Sans ce numéro fiscal, l'ONG ne peut lui faire de contrat de travail. Pour beaucoup, la seule source de revenus est celle versée par Mercy Corps, une ONG britannique qui distribue des cartes de retrait qu'elle approvisionne tous les mois avec 90 euros pour un homme seul. L'accès à un logement fait aussi partie d'enjeux importants dans la stratégie de survie à la frontière. Si officiellement les exilés non statutaires ne peuvent louer un appartement, certains ont contourné cette restriction. Des privilèges que ne connaissent pas d'autres personnes qui sont contraintes de rester dans le camp de Moria ou de Kara Tepe, ou encore de se cacher dans les squats. C'est le cas de nombreux ressortissants pakistanais déboutés du droit d'asile et en proie aux expulsions vers le Pakistan. Privés du droit de travailler, de s'installer et de circuler légalement, de participer à la vie politique au sens de *Polis*, les nouveaux arrivants risquent alors d'être mis dans une position proche de celle de *sujet flottant* (Wierviorka, 2008) défini comme « des sujets donc les conditions matérielles ne permettent pas d'être acteur ». Pourtant, au cœur du dispositif de contrôle sur Lesbos qui ségrègue et

assigne une condition de réfugié hors de la vie politique, un ensemble de stratégies se déploient pour la reconquête d'un soi, d'une identité et d'une capacité d'actions observables sur le terrain.

Existence sociale : travailler à la frontière

Malgré l'assignation à la condition de réfugié et l'encampement, des marges de manœuvre se dessinent, notamment par les activités et les fonctions qu'occupent certains exilés. Beaucoup de personnes exilées prennent part de manière bénévole aux activités des ONG pour l'accueil, la médiation interculturelle, la distribution de biens. Un jeune homme demandeur d'asile d'Afghanistan a travaillé depuis son arrivée avec plusieurs ONG : « J'ai commencé à travailler avec eux juste pour occuper mon temps, vous savez, et pour oublier que j'étais à Moria, pour me fatiguer physiquement aussi. » Les motivations évoquées par les personnes en exil rencontrées sont principalement la nécessité de « s'occuper¹⁸ », de « faire quelque chose », aussi « d'aider les réfugiés », de contribuer à aider les exilés. Parfois, ces activités semblent également permettre aux personnes de donner du sens à leur passage, mais aussi de se former à des métiers, de se révéler, de se constituer un réseau d'entraide. De nombreuses personnes en exil, en attente de leur statut de réfugié, sont bénévoles dans plusieurs ONG voire employées par l'une d'entre elles dans le camp et autour. Les activités au sein des ONG, des groupements associatifs et parfois militants, rythment les journées et occupent le temps contribuant à une gestion de l'attente.

Ces activités font office de formations pour certains, qui apprennent un métier, se forment à des pratiques, se réinventent à la frontière. Hope, un jeune Afghan présent sur l'île depuis près d'une année lors de l'entretien qui semble avoir fait un travail réflexif sur la présence à Lesbos : « for some people, Moria is a prison, for me it is a school ». Il a appris l'anglais dans le camp en deux semaines, la troisième semaine, il devenait interprète bénévole pour une ONG, six mois plus tard une autre ONG lui proposait du travail salarié. Pour certains, il est difficile de rester inactif, comme Basel qui en Palestine travaillait nuit et jour pour nourrir sa famille. Après près d'une année sur Lesbos, il dit ne plus savoir « ce qu'il est » : en Palestine il était pharmacien, en Turquie il était commerçant et sur Lesbos il est interprète il dit ne plus savoir *qui* il est.

18. "I needed to busy myself" revient fréquemment dans les entretiens avec des personnes bénévoles réfugiées.

Espaces publics et présentation de soi

Lesbos comme lieu de la mise en scène de la frontière est productrice de nombreuses représentations symboliques. La figure héroïque des bénévoles et employés des ONG fait souvent face à la figure misérabiliste des réfugiés. Pourtant à la frontière, la visibilité médiatisée du phénomène migratoire s'effondre pour laisser place à un contact direct, à une visibilité immédiate. Alors que la dichotomie volontaire/réfugiés ne prend plus, apparaît sa dimension artificielle, erronée. D'abord parce que de nombreux exilés sont eux-mêmes bénévoles, en tant qu'interprètes, médiateurs culturels, enseignants, reporters photographes, etc. Il est parfois impossible de distinguer les bénévoles venus par choix des exilés contraints de rester sur Lesbos. La frontière est un lieu de rencontre, une zone de contact qui permet de mesurer l'écart entre la visibilité médiée et immédiate (Voirol, 2005), et de remettre en question ses propres représentations. Les lieux de sociabilités tels que les restaurants, les cafés et les clubs donnent à voir des échanges et des interactions symboliques éclairant les rapports de pouvoir à la frontière et les stratégies pour les contourner. À l'espace déshumanisant de Moria s'opposent les terrasses des cafés où rien ne permet alors plus de distinguer habitants grecs, bénévoles, employés humanitaires et personnes en attente de l'asile. L'absence d'assignation semble permettre un renversement des rapports de pouvoir et de domination. Ces scènes de la vie quotidienne constituent « des fragments du quotidien révélateurs d'une réalité, toujours provisoire et pourtant manifeste, qui se montre et nous échappe en autant d'éléments à déchiffrer » (Berthomière et Rozenholc, 2012).

Si les frontières s'exportent dans certains lieux publics, tel le bar Monkeys sur le port qui interdit l'entrée aux réfugiés, elles n'empêchent pas certains de franchir ces frontières. Steve, un jeune homme irakien explique qu'il s'y rend parfois. Pour cela, il doit modifier son apparence, et utilise à plusieurs occasions les termes « *to be under cover* », *être à couvert*, pour l'expliquer. Dans ce cas, il fait un usage conscient des multiples identités qu'il peut utiliser pour « se faire passer », « être sous couverture ». Steve est d'ailleurs un pseudonyme européenisé qu'il utilise à la place de son prénom irakien. Dans les cafés ouverts à tous, comme le Musiko Cafe dans le centre de Mytilène, sont donnés à voir des exemples de ces usages et négociations des identités à la frontière. Dans un espace coercitif, les acteurs s'arrangent avec la réalité. Les marges de manœuvre se mettent en place par des négociations au cœur des interactions. C'est ce que montre Mohammed, un jeune homme syrien bénévole pour une association d'assistance juridique, qui laisse planer le doute sur la raison de sa venue sur Lesbos. Lors de nos premières conversations,

il ne dit pas qu'il a demandé l'asile ici, mais simplement qu'il est bénévole venu aider les réfugiés. À la terrasse d'un bar tard le soir, il prétend être grec auprès de Mabiala, un jeune homme originaire du Congo qui travaille comme interprète pour EASO à Moria. Mabiala n'est pas clair non plus sur la raison de sa venue, dit ne pas savoir combien de temps il va rester là comme pour suggérer qu'il attend lui aussi une réponse de l'administration de l'asile. La nuit dans les bars, agents EASO, employés d'ONG et personnes réfugiées se côtoient et les rapports de pouvoirs semblent ne plus s'y exercer de la même manière. La journée, à la terrasse de certains cafés sur le port, réfugiés et agents Frontex en permission côtoient des tables mitoyennes. La vie quotidienne à la frontière et les relations interpersonnelles illustrent les marges de manœuvre qui existent au sein du dispositif coercitif. Les mises en scène au quotidien permettent aux personnes de se réinventer dans les interactions, participant de stratégies de lutte contre l'identité assignée de réfugié. Elles semblent permettre de rendre l'attente plus supportable, peut-être de recréer un quotidien plus acceptable.

Conclusion

L'approche « hotspot » dans un contexte de « crise migratoire » nous amène à interroger la complexité des modalités de contrôle et de protection des frontières en cours d'élaboration en Europe. Véritable laboratoire, l'île de Lesbos offre une scène idéale pour observer l'évolution des modalités de contrôle des migrations en Europe (Paolo Cuttita, 2012). Sur le terrain, on observe une évolution des lieux d'accueil et de rétention, des acteurs impliqués et des pratiques mobilisées qui donnent l'impression d'une évolution par oscillation. Lesbos est désormais devenue un lieu d'attente et de rétention pour les exilés.

Dans cette zone d'attente, les métiers, histoires, statuts sociaux et identités tendent à se fondre dans un ensemble déshumanisé. Les conditions de vie et l'absence de droits réunissent les conditions de la production de sujets flottants, de « vies nues ». En contrepoint, beaucoup se réinventent à la frontière, par l'exercice d'un métier, l'apprentissage de langues, de pratiques, ou encore par l'expression artistique. Les identités, ou plutôt la création d'une multiplicité des identités et leurs usages deviennent alors un enjeu de survie pour créer un quotidien acceptable dans l'attente, se cacher, circuler, s'occuper. Ces identités multiples se développent à la frontière et sont observables dans les discussions, les relations interpersonnelles, les engagements

du quotidien. Les activités de la vie quotidienne constituent des espaces de liberté négociés, des marges de manœuvre extérieure au dispositif d'encampement et de contrôle. Dans les interactions sociales observées dans les cafés, les relations de pouvoir conditionnées par le dispositif se trouvent neutralisées. Une reconquête de soi, de son image et de son identité au sein des interactions et des actions se joue au cœur du dispositif.

Bibliographie

- AGIER, M. (2008). *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Flammarion. coll. « Bibliothèque des savoirs ». Paris.
- AGIER, M. (2012) « Penser le sujet, observer la frontière. Le décentrement de l'anthropologie ». *L'Homme. Revue française d'anthropologie* [En ligne]. n°203-204, disponible sur : <https://doi.org/10.4000/lhomme.23096>.
- CUTTITTA, P. (2015). « La "frontiérisation" de Lampedusa, comment se construit une frontière ». *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique* [En ligne]. n° 25, Disponible sur : <<https://espacepolitique.revues.org/3336>> [Consulté le 9 septembre 2017].
- CUTTITTA, P. (2015). « La frontière Lampedusa. Mises en intrigue du sécuritaire et de l'humanitaire ». *Cultures & Conflits*, vol. 99-100, no. 3, p. 99-115.
- GOFFMAN, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 1. La présentation de soi.*, 256 p.
- PILLANT, L. (2016). « En Grèce, une crise migratoire chronique ». *Plein droit*. n° 111, p. 31-34.
- PILLANT, L. et TASSIN L. (2015). « Lesbos, l'île aux grillages. Migrations et enfermement à la frontière gréco-turque ». *Cultures & Conflits*, vol. 99-100, no. 3 ; p. 25-55.
- RIGO, E. (2004). « Aux frontières de l'Europe. » *Multitudes*. Vol. no 19, n° 5. p. 73-84.
- RITEINE, E. (2010). *Des migrants face aux murs d'un monde-frontière* [En ligne]. Presses de Sciences Po (PFNSP).
- RITEINE, E. et al. (2015), « Effets-frontières en Méditerranée : contrôles et violences ». *Cultures & Conflits*. n° 99-100.
- TASSIN, L. (2016) « Le mirage des hotspots. Nouveaux concepts et vieilles recettes à Lesbos et Lampedusa ». *Savoir/Agir*. vol. 36, p. 39-45.
- VOIROL, O. (2005). « Les luttes pour la visibilité ». *Réseaux*. n° 1, p. 89-121.
- WIERVORKA, M. « Détruire, se détruire dans la perspective sociologique du sujet ». *Revue française de psychanalyse*. Vol. 73. n° 4, 2009, p. 1023-1035.